



Inclusion, exclusion et hiérarchisation des pratiques langagières dans les espaces plurilingues au 21^e siècle
Inclusion, Exclusion and Hierarchization of Language Practices in Multilingual Contexts of the Twenty-First Century

Laurence Arrighi and Émilie Urbain

Number 12, 2019

Inclusion, exclusion et hiérarchisation des pratiques langagières dans les espaces plurilingues au 21^e siècle
Inclusion, Exclusion and Hierarchization of Language Practices in Multilingual Contexts of the Twenty-First Century

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1066518ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1066518ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques / Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities

ISSN

1927-8632 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Arrighi, L. & Urbain, É. (2019). Inclusion, exclusion et hiérarchisation des pratiques langagières dans les espaces plurilingues au 21^e siècle / Inclusion, Exclusion and Hierarchization of Language Practices in Multilingual Contexts of the Twenty-First Century. *Minorités linguistiques et société / Linguistic Minorities and Society*, (12), 3–14. <https://doi.org/10.7202/1066518ar>

Présentation

Inclusion, exclusion et hiérarchisation des pratiques langagières dans les espaces plurilingues au 21^e siècle

Laurence Arrighi

Université de Moncton

Émilie Urbain

Carleton University

Rédactrices invitées

Les pratiques langagières, lorsqu'elles sont jugées différentes, peuvent être investies de diverses valeurs. Selon qu'elles sont perçues comme adéquates et légitimes ou non, les façons de parler peuvent en effet faire l'objet d'évaluations à portée linguistique et sociale qui servent à juger, à hiérarchiser, voire, dans certains cas, à marginaliser les individus et les groupes. De la valorisation d'un accent régional conçu comme une marque d'appartenance et de fierté, à sa dévalorisation lorsqu'il fait l'objet de jugements sociaux ou moraux négatifs (trahissant des origines populaires, étrangères ou une faible scolarisation par exemple), les façons dont on parle jouent donc un rôle important dans les processus de catégorisation sociale. Dans les contextes plurilingues, encore souvent empreints de modèles sociopolitiques et linguistiques hégémoniques qui tendent à valoriser le standard et l'unilingue, ce ne sont pas seulement les façons de parler une langue qui sont un facteur de différenciation, mais également le choix de parler une langue plutôt qu'une autre ou encore de les mélanger.

Depuis ses travaux fondateurs (Labov, 1972), la sociolinguistique s'est attelée à étudier la différence linguistique, c'est-à-dire l'hétérogénéité des pratiques linguistiques, en la reliant aux différences non seulement géographiques mais aussi sociales. Cette approche variationniste étudie ainsi les corrélations entre traits linguistiques et catégories sociales : âge, profession, sexe, origine ethnique ou géographique, etc. Dans une perspective critique, la sociolinguistique s'est aussi intéressée dès ses débuts aux raisons et aux processus par lesquels certaines pratiques se retrouvent cantonnées à certains domaines de la vie sociale et pas à d'autres, témoignant de rapports de domination culturelle et sociale (Lafont, 1997).

L'anthropologie linguistique, depuis l'article pionnier de Hymes (1973), a proposé de relier cette question des différences et de la diversité linguistique à la problématique des inégalités entre locuteurs (pour une synthèse de ces approches, voir Philips, 2005). De l'étude de la différence linguistique, l'anthropologie linguistique est progressivement passée à l'étude de la *différenciation* linguistique (Irvine et Gal, 2000), mettant en avant les processus sémiotiques par lesquels les pratiques langagières sont tenues pour des indices d'attributs sociaux et de qualités morales, notamment grâce à l'analyse des idéologies linguistiques (Woolard, 1998). Ainsi, de nombreux travaux ont montré comment les pratiques linguistiques peuvent servir de critère à la fois d'inclusion – lorsqu'une façon de parler est associée symboliquement à l'identité du groupe social et à l'appartenance des individus – et d'exclusion – lorsque des façons de parler sont, en revanche, construites comme étant « autres », étranges ou étrangères ou illégitimes (Blanchet, 2016 ; Boudreau, 2016). Plus récemment, les travaux en sociolinguistique critique (Heller, 2002 ; García, Flores et Spotti, 2017), en linguistique socioculturelle (*sociocultural linguistics*, Bucholz et Hall, 2005) et en raciolinguistique (*raciolinguistics*, Flores et Rosa, 2015 ; Rosa et Flores, 2017 ; Alim, Rickford et Ball, 2016 ; Rosa et Flores, 2017) ont mis en évidence comment le rôle joué par les pratiques langagières dans les processus de différenciation sociale était intrinsèquement lié à des questions de classe, de race et de genre et à l'histoire coloniale des sociétés occidentales (voir aussi Heller et McElliny, 2017).

De nombreux travaux en sociolinguistique, en sociologie et en anthropologie linguistique ont ainsi illustré comment la langue pouvait servir de terrain de lutte à des tensions sociales de portée plus large. Il s'agit alors pour les sociolinguistes de s'interroger sur les raisons qui amènent la langue, plutôt qu'autre chose, à devenir l'élément autour duquel s'articulent ces jeux de différenciation, d'inclusion et d'exclusion sociales (Cameron, 1995 : 11). Dans cet ordre d'idées, des chercheuses et chercheurs tentent de comprendre pourquoi la discrimination linguistique, par opposition à d'autres critères de discrimination sociale, est encore si largement socialement acceptée (Blanchet, 2016 ; Cameron, 1995 ; Lippi-Green, 1997) : « in liberal democratic societies, the misrecognition, or revalorization of the indexical character of language may make discrimination on linguistic grounds publicly acceptable where the corresponding ethnic or racial discrimination is not » (Woolard, 1998 : 19). Comme l'illustre par exemple Blackledge (2000 : 28), si pénaliser un élève pour ses origines ethniques est illégal, le pénaliser pour son utilisation du vernaculaire noir américain ne l'est pas (selon l'idée qu'une langue ou une variété légitime peut toujours s'apprendre) ; sur le marché de l'emploi, discriminer les travailleurs selon leur origine lors des processus de promotion et d'avancement de carrière est illégal, mais prendre comme argument un accent qui pourrait être difficile à comprendre par d'autres ne l'est pas (voir aussi Lippi-Green, 1997 ; Duchêne, Moyer et Roberts, 2013 ; Flubacher et Del Percio, 2017 ; Flubacher, Duchêne et Coray, 2018).

Dans le présent numéro, c'est à l'aune de cette approche sociale et critique du langage que les auteures et auteurs s'intéressent à la différenciation linguistique en cherchant à analyser et

à comprendre l'articulation entre normes, différences langagières et processus d'inclusion ou d'exclusion sociales et économiques. Les contributions rassemblées interrogent sur différents terrains francophones européens et nord-américains les enjeux à la fois affectifs, identitaires, sociaux, politiques et éthiques de l'hétérogénéité linguistique lorsqu'elle est assumée par des individus et des groupes minorisés, en particulier par des locutrices et locuteurs en situation de migration ou qui utilisent un parler local en quête de légitimation.

Aperçu des contributions

Ce volume rassemble huit contributions portant sur des milieux francophones où certaines pratiques langagières sont envisagées comme des marqueurs de différences. Les pratiques linguistiques sont explorées à la fois comme critères de catégorisation et comme enjeux d'intégration. Les recherches présentées dans ce volume explorent sur différents terrains les façons dont la différence linguistique est construite, dont elle se manifeste et dont elle peut être contestée dans des milieux minoritaires. Les auteures et auteurs portent une attention particulière à l'arrimage de la minorisation linguistique à d'autres modes de minorisation sociale pour comprendre de quels autres types de classification sociale elle devient un indice.

Si ce numéro est pleinement sociolinguistique (les contributrices et contributeurs sont institutionnellement rattachés à cette discipline), les outils conceptuels mobilisés relèvent aussi de la psychologie sociale et de la sociologie.

Dans la première section du numéro, Philippe Hambye propose de revenir sur les implications analytiques, théoriques, philosophiques et politiques de deux lectures concurrentes des liens entre minorisation linguistique et inégalités sociales en sociolinguistique : une lecture de la minorisation linguistique « qui la dénonce en tant que forme de discrimination, l'autre qui l'envisage comme l'expression d'un phénomène de domination symbolique ». Dans son texte, il montre comment ces deux visions divergentes impliquent des conceptions différentes des solutions politiques et sociales à apporter à la minorisation des groupes (notamment sur le plan linguistique) dans nos sociétés occidentales modernes.

Geneviève Bernard Barbeau et Claudine Moïse reviennent également, dans leur texte, sur la façon dont la minorisation a été théorisée dans l'histoire de la sociolinguistique. Après avoir proposé une lecture de la minorisation au prisme des théories de la domination symbolique, elles suggèrent, comme piste d'avenir pour la sociolinguistique, d'intégrer aux analyses de la minorisation la dimension affective, qui permettra de mieux comprendre à la fois « la perception intime du sujet (honte, silence) » et « son expression dans l'action (agentivité, fierté) ».

Dans son texte alliant théorisation et travail de terrain, Annette Boudreau analyse le rôle joué par les pratiques linguistiques dans la construction d'une « identité assignée », c'est-à-dire un verdict social porté par un groupe majoritaire ou dominant sur un autre. Ancrant son propos au cœur des théories de la domination, l'auteure nous montre l'importance analytique du lieu (abordé dans sa relation à la perception des accents) dans l'établissement des rapports de pouvoir entre groupes et individus dans la francophonie. L'exemple de l'Acadie lui permet d'illustrer un éventail de réactions possibles pour l'individu minoritaire confronté à cette assignation d'une identité marquée par la différence, qui vont d'un pôle, celui du silence, à l'autre, celui du cri.

Dans la deuxième section du numéro, c'est sur la construction et la perception de la différence à travers les accents que se concentrent plusieurs des études de cas.

L'article de Marinette Matthey présente une initiative de « déminorisation » linguistique à laquelle plusieurs sociolinguistes, dont l'auteure, ont pris part : l'organisation d'un concours visant à valoriser l'accent local neuchâtelais, en Suisse, afin de lutter contre la stigmatisation linguistique et de revaloriser le patrimoine local. Par l'entremise d'un entretien avec la gagnante du concours et de l'analyse des effets du concours après sa tenue, Matthey illustre les tensions liées à la valorisation du local.

Dans leur article, Médéric Gasquet-Cyrus et Sylvie Wharton proposent, eux-aussi, de s'intéresser à des processus de déminorisation, en étudiant le cas particulier des dynamiques sociolinguistiques dans la ville de Marseille. Avec l'exemple de la dévalorisation de l'accent parisien (archétype de l'accent légitime) et de la valorisation de l'accent marseillais, les auteurs illustrent comment les marchés linguistiques locaux (Bourdieu, 1977, 1982) permettent un renversement du schéma dominant-dominé classique en changeant les règles du jeu par rapport au marché linguistique national.

Dans ces deux exemples, tout comme dans le texte de Boudreau, les études de terrain illustrent que si les parlars non standard peuvent être certes déminorisés, voire valorisés, ce retournement du stigmate n'a cependant lieu que sur des marchés locaux ou francs : monde du spectacle, foire régionale, etc., et selon des stratégies qui relèvent de la performance, de la folklorisation ou de l'humour.

Dans la dernière section du numéro, trois contributions confrontent aux réalités de leur terrain les idéologies en circulation qui font des pratiques langagières un outil d'intégration (pour les immigrants, les réfugiés ou les travailleurs) dans les sociétés occidentales modernes.

Marion Didelot, dans le cadre d'une étude perceptive des accents natifs et non-natifs, illustre sur le terrain de la Suisse romande la hiérarchisation des accents en français et pose la question de ses conséquences à l'heure où l'évaluation des compétences linguistiques orales occupe une place de plus en plus importante dans les mesures politiques des États vis-à-vis des procédures d'asile.

Par une étude perceptive d'une variante régionale utilisée à la fois par des natifs et des non-natifs et à l'aide d'entretiens qualitatifs, Alexei Prikhodkine illustre comment, sur le terrain de la Suisse romande, des ressources langagières « jadis perçues comme manquant de prestige et exprimant des appartenances régionales et sociales commencent à signifier de nouvelles frontières de type ethno-national ». En rappelant que les variantes locales, elles aussi, peuvent revêtir une dimension politique (étant reconnues ou non comme légitimes selon l'accent – natif ou non – auquel elles sont arrimées), Prikhodkine, comme Didelot, invite à remettre en question le rôle attribué à la langue dans les politiques d'intégration de l'État.

À leur suite, Anne-Christel Zeiter remet en cause le rôle attribué dans les discours publics à l'appropriation langagière comme outil d'intégration pour les demandeuses et demandeurs d'asile en Suisse. À la lumière d'une étude ethnographique, elle illustre comment l'accès des requérantes et requérants à cette appropriation langagière est lui-même limité « par divers savoirs sur les requérantes et requérants d'asile, savoirs qui se construisent et se manifestent dans le discours des acteurs qui détiennent l'autorité sur l'accueil des migrantes et migrants ».

Avec ces différentes contributions portant sur des contextes francophones contemporains, ce numéro invite ainsi à étudier de façon critique la façon dont les pratiques langagières, par un jeu d'attribution de valeurs positives ou négatives à différentes formes de la langue française, participent des processus de structuration et de hiérarchisation sociales, qui peuvent alors être acceptés, intériorisés, contestés ou renversés par les groupes et les individus. Les différentes études de cas portant sur le rôle de la langue dans les processus d'inclusion et d'exclusion sociales invitent en outre à réaffirmer la pertinence des analyses qui illustrent comment la domination symbolique et les luttes autour de la légitimité linguistique s'articulent à des enjeux profondément politiques : une sociolinguistique critique se doit d'interroger « les logiques structurelles de sélection sociale qui conduisent à distribuer les individus, notamment selon des critères comme le sexe, la race ou la langue, dans les différentes positions sociales » (Hambye, ce numéro).

Références

- ALIM, H. Samy, John RICKFORD et Arnetha BALL (dir.) (2016). *Raciolinguistics. How language shapes our ideas about race*, New York, Oxford University Press.
- BLACKLEDGE, Adrian (2000). « Monolingual ideologies in multilingual states: Language, hegemony and social justice in Western liberal democracies », *Estudios de Sociolingüística*, vol. 1, n° 2, p. 25-45.
- BLANCHET, Philippe (2016). *Discriminations : combattre la glottophobie*, Paris, Textuel.
- BOUDREAU, Annette (2016). *À l'ombre de la langue légitime : l'Acadie dans la francophonie*, Paris, Classiques Garnier.
- BOURDIEU, Pierre (1977). « L'économie des échanges linguistiques », *Langue française*, n° 34, p. 17-34.

- BOURDIEU, Pierre (1982). *Ce que parler veut dire : l'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard.
- BUCHOLZ, Mary, et Kira HALL (2005). « Identity and interaction: A sociocultural linguistic approach », *Discourse Studies*, vol. 7, n° 4-5, p. 585-614.
- CAMERON, Deborah (1995). *Verbal hygiene – The politics of language*, Londres, Routledge.
- DUCHÊNE, Alexandre, Melissa MOYER et Celia ROBERTS (dir.) (2013). *Language, migration and social inequalities*, Bristol, Multilingual Matters.
- FLORES, Nelson, et Jonathan ROSA (2015). « Undoing appropriateness: Raciolinguistic ideologies and language diversity in education », *Harvard Educational Review*, vol 85, n° 2, p. 149-171.
- FLUBACHER, Mi-Cha, Alexandre DUCHÊNE et Renata CORAY (2018). *Language investment and employability: The uneven distribution of resources in the public employment service*, Cham, Palgrave Macmillan.
- FLUBACHER, Mi-Cha, et Alfonso DEL PERCIO (dir.) (2017). *Language, education and neoliberalism: Critical studies in sociolinguistics*, Bristol, Multilingual Matters.
- GARCÍA, Ofelia, Nelson FLORES et Massimiliano SPOTTI (2017). « Introduction – Language and society: A critical poststructuralist perspective », dans Ofelia García, Nelson Flores et Massimiliano Spotti (dir.). *The Oxford handbook of language and society*, Oxford, Oxford University Press, p. 1-16.
- HELLER, Monica (2002). *Éléments d'une sociolinguistique critique*, Paris, Didier érudition.
- HELLER, Monica, et Bonnie MCELHINNY (2017). *Language, capitalism, colonialism: Toward a critical history*, Toronto, University of Toronto Press.
- HYMES, Dell (1973). « Speech and language: On the origins and foundations of inequality among speakers », *Daedalus*, vol. 102, n° 3, p. 59-85.
- LABOV, William (1972) *Sociolinguistic patterns*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.
- LAFONT, Robert (1997). *Quarante ans de sociolinguistique à la périphérie*, Paris, L'Harmattan.
- LIPPI-GREEN, Rosina (1997). *English with an accent: Language, ideology and discrimination in the United States*, Londres, Routledge.
- PHILIPS, Susan (2005). « Language and social inequality », dans Alessandro Duranti (dir.), *A companion to linguistic anthropology*, Oxford, Blackwell, p. 474-495.
- ROSA, Jonathan, et Nelson FLORES (2017). « Unsettling race and language: Toward a raciolinguistic perspective », *Language in Society*, vol.46, n° 5, p. 621-647.
- WOOLARD, Kathryn (1998). « Introduction: Language ideology as a field of inquiry », dans Bambi Schieffelin, Kathryn Woolard et Paul Kroskrity (dir.), *Language ideologies: Practice and theory*, Oxford, Oxford University Press, p. 3-47.

Correspondence

laurence.arrighi@umoncton.ca

emilie.urbain@carleton.ca

Introduction

Inclusion, Exclusion and Hierarchization of Language Practices in Multilingual Contexts of the Twenty-First Century

Laurence Arrighi

Université de Moncton

Émilie Urbain

Carleton University

Guest Editors

Language practices, when they are deemed to be different, can be invested with diverse values. Depending on whether they are perceived as adequate and legitimate or not, language practices can indeed be subject to linguistic and social evaluations that are used to judge, hierarchize, even marginalize individuals and groups. From the valorization of a regional accent seen as a sign of affiliation and pride, to its devalorization when it is the subject of negative social or moral judgements (misrepresentation of popular or foreign origins or low education levels, for instance), the way we talk plays an important role in social categorization. In multilingual contexts, still often laden with hegemonic sociopolitical and linguistic models promoting standardization and monolingualism, difference is constructed not only through the way we speak a language, but also through the choice to speak one language rather than another, or even to mix them.

Since its seminal work (Labov, 1972), sociolinguistics has sought to study linguistic difference, in other words, the heterogeneity of language practices, by linking it to not only to geographic but social differences. This variationist approach therefore studies the relationships between linguistic characteristics and social categories: age, profession, gender, ethnic and geographic origin, etc. From a critical perspective, sociolinguistics has also focused on the reasons and processes by which certain practices are limited to specific areas of social life and not others, reflecting relations of cultural and social dominance (Lafont, 1997). Since the pioneering article by Hymes (1973), linguistic anthropology has proposed linking

the issue of linguistic differences and diversity and that of inequality between speakers (for a synthesis of these approaches, see Philips, 2005). From the study of linguistic difference, linguistic anthropology has progressively shifted to the study of linguistic *differentiation* (Irvine & Gal, 2000), with an emphasis on the semiotic processes by which language practices are treated as indicators of social and moral attributes, notably through the analysis of language ideologies (Woolard, 1998). For example, many studies have shown how language practices can be used both to include – when they are symbolically associated with the identity of the social group and affiliation of individuals – and to exclude – when they are deemed to be different, strange, foreign or illegitimate (Blanchet, 2016; Boudreau, 2016). More recently, studies in critical sociolinguistics (Heller, 2002; García, Flores, & Spotti, 2017), sociocultural linguistics (Bucholz & Hall, 2005) and raciolinguistics (Flores & Rosa, 2015; Alim, Rickford, & Ball, 2016; Rosa & Flores, 2017) have highlighted how the role played by language practices in the social differentiation process is intrinsically linked to issues of class, race and gender and the colonial history of western societies (see also Heller & McElliny, 2017).

Many studies in sociolinguistics, sociology and linguistic anthropology have illustrated how language can serve as a battleground for broader social tensions. For sociolinguists, the question then becomes one of examining the reasons leading language, rather than something else, to constitute the element around which these games of social differentiation, inclusion and exclusion take shape (Cameron, 1995: 11). Similarly, researchers seek to understand why linguistic discrimination, in contrast to other forms of social discrimination, is still widely socially accepted (Blanchet, 2016; Cameron, 1995; Lippi-Green, 1997): “in liberal democratic societies, the misrecognition or revalorization of the indexical character of language may make discrimination on linguistic grounds publicly acceptable where the corresponding ethnic or racial discrimination is not” (Woolard, 1998: 19). As illustrated, for example, by Blackledge (2000: 28), whereas penalizing a student for her or his ethnic origins is illegal, penalizing a student because of their use of African-American Vernacular English is not (based on the idea that a language or a legitimate variety can always be learned); in the job market, discriminating against workers based on their origin during the career promotion and advancement process is illegal, but using the argument of an accent that could be difficult to understand by others is not (see also Lippi-Green, 1997; Duchêne, Moyer, & Roberts, 2013; Flubacher & Del Percio, 2017; Flubacher, Duchêne, & Coray, 2018).

In the current issue, it is in light of this social and critical approach to language that the authors examine linguistic differentiation by attempting to analyze and understand the links between standards, language differences, and social and economic inclusion and exclusion processes. Using a variety of European and North American Francophone environments, the contributions in this issue examine affective, identity-based, social, political

and ethical issues surrounding linguistic heterogeneity with respect to minority individuals and groups, in particular when it involves migrant speakers or speakers who use a local dialect seeking legitimization.

Overview of contributions

This volume brings together eight contributions concerning Francophone environments where certain language practices are seen as markers of difference. The articles analyze how language plays a role in categorization processes and contributes to issues of integration. The studies presented in this volume use different environments to explore the ways in which linguistic difference is constructed, how it manifests and can be contested in minority communities. The authors pay particular attention to how linguistic minorization relates to other forms of social minorization, in order to understand how it becomes an index of other types of social classification.

While this issue is sociolinguistic in nature (the contributors are institutionally connected to this field), the conceptual tools used are also related to the fields of social psychology and sociology.

In the first section of this issue, Philippe Hambye examines the analytical, theoretical, philosophical, and political implications of two concurrent interpretations, in sociolinguistics, of how linguistic minorization and social inequalities relate to each other: one interpretation of linguistic minorization “that denounces it as a form of discrimination, the other that sees it as an expression of a phenomenon of symbolic domination.” In his text, he shows how these two divergent views involve different perceptions regarding political and social solutions to group minorization (notably linguistic) in our modern western societies.

In their text, Geneviève Bernard Barbeau and Claudine Moïse also examine how minorization had been theorized in sociolinguistics. After interpreting minorization through the lens of symbolic domination theory, they suggest that future orientations of sociolinguistics should integrate the affective dimension in analyses of minorization to gain a better understanding of “the intimate perception of the subject (shame, silence)” and “the subject’s expression in action (agency, pride).”

Combining both theorization and fieldwork in her text, Annette Boudreau analyzes the role played by language practices in the construction of an “assigned identity” – or social verdict – introduced by a majority or dominant group over another. Taking inspiration from theories of domination, the author shows us the analytical importance of place (discussed in its relation to the perception of accents) in the establishment of power relationships between groups and individuals within the Francophonie. The example of Acadie

allows her to illustrate a range of possible reactions, varying from silence to scream, by the individual confronted with this assigned identity marked by difference.

In the second section of the issue, several of the case studies focus on the construction and perception of difference through accents.

The article by Marinette Matthey presents a linguistic deminorization initiative in which several sociolinguists, including the author, took part: the organization of a contest aimed at promoting the local accent of Neuchatel, Switzerland, to combat linguistic stigmatization and enhance local heritage. Through a meeting with the contest winner and analysis of the effects of the contest after its completion, Matthey highlights the tensions related to the promotion of the local accent.

In their article, Médéric Gasquet-Cyrus and Sylvie Wharton also take an interest in deminorization processes, by studying the particular case of sociolinguistic dynamics in the city of Marseille. With the example of the devalorization of the Parisian accent (archetype of the legitimate accent) and the valorization of the Marseille accent, the authors illustrate how local linguistic marketplaces (Bourdieu, 1977, 1982) enable a reversal of the classic dominant/dominated schema by changing the rules of the game.

In these two examples, as with the text by Boudreau, the field studies illustrate that whereas non-standard dialects can certainly be “deminorized” and even promoted, this reversal of stigma only takes place in local or free markets: the entertainment industry, regional fair, etc. and are based on strategies related to performance, folklore, and humour.

In the last section of this issue, three contributions compare the realities of their field and the ideologies in circulation that turn language practices into an integration tool (for immigrants, refugees and workers) in modern western societies.

In a perceptual study of native and non-native accents in Swiss Romandie, Marion Didelot illustrates the hierarchization of French accents and raises the issue of its consequences at a time when evaluation of oral language skills is becoming increasingly important in the policy measures of States with respect to asylum procedures.

Based on a perceptive study of a regional variant used by both native and non-native speakers and through the use of qualitative interviews, Alexei Prikhodkine illustrates how, in Swiss Romandie, language resources “once seen as lacking prestige and expressing regional and social affiliations are starting to represent new ethno-national frontiers.” By reaffirming that local variants can also take on a political dimension (being recognized or not as legitimate depending on the native or non-native accent to which they are aligned), Prikhodkine, like Didelot, invites us to question the role played by language in the integration policies of the State.

Following these authors, Anne-Christel Zeiter uses the arena of public discourse to question the role of language acquisition as an integration tool for asylum-seekers in Switzerland. Based on an ethnographic study, she illustrates how applicant access to language acquisition is limited “by various types of knowledge concerning asylum-seekers, knowledge that is constructed and conveyed in the rhetoric of actors who have authority over the reception of migrants.”

With these various contributions related to contemporary Francophone contexts, this issue provides a critical exploration of how language practices, through a game of assigning positive or negative values to different forms of French, contribute to social structuring and hierarchization, which may then be accepted, interiorized, contested, or overturned by groups and individuals. The various case studies on the role of language in the social inclusion and exclusion process is an invitation to reaffirm the relevance of analyses that illustrate how symbolic domination and struggles around linguistic legitimacy are based on deeply political issues: critical sociolinguistics must question “the structural mechanisms of social selection that lead to a distribution of individuals into different social positions, based on criteria such as gender, race, and language (Hambye, this issue).”

Bibliography

- ALIM, H. Samy, John RICKFORD, and Arnetha BALL (Eds.). (2016). *Raciolinguistics: How language shapes our ideas about race*. New York: Oxford University Press.
- BLACKLEDGE, Adrian (2000). « Monolingual ideologies in multilingual states: Language, hegemony and social justice in Western liberal democracies. » *Estudios de Sociolingüística*, vol. 1, n° 2, pp. 25-45.
- BLANCHET, Philippe (2016). *Discriminations : combattre la glottophobie*. Paris: Textuel.
- BOUDREAU, Annette (2016). À l'ombre de la langue légitime : *l'Acadie dans la francophonie*. Paris: Classiques Garnier.
- BOURDIEU, Pierre (1977). « L'économie des échanges linguistiques ». *Langue française*, n° 34, pp. 17-34.
- BOURDIEU, Pierre (1982). *Ce que parler veut dire : l'économie des échanges linguistiques*. Paris: Fayard.
- BUCHOLZ, Mary, and Kira HALL (2005). « Identity and interaction: A sociocultural linguistic approach. » *Discourse Studies*, vol. 7, n° 4-5, pp. 585-614.
- CAMERON, Deborah (1995). *Verbal hygiene (The politics of language)*. London: Routledge.
- DUCHÊNE, Alexandre, Melissa MOYER, and Celia ROBERTS (Eds.). (2013). *Language, migration and social inequalities*. Bristol: Multilingual Matters.
- FLORES, Nelson, and Jonathan ROSA (2015). « Undoing appropriateness: Raciolinguistic ideologies and language diversity in education. » *Harvard Educational Review*, vol. 85, n° 2, pp. 149-171.

- FLUBACHER, Mi-Cha, Alexandre DUCHÊNE, and Renata CORAY (2018). *Language investment and employability: The uneven distribution of resources in the public employment service*. Cham: Palgrave Macmillan.
- FLUBACHER, Mi-Cha, and Alfonso DEL PERCIO (Eds.) (2017). *Language, education and neoliberalism: Critical studies in sociolinguistics*. Bristol: Multilingual Matters.
- GARCÍA, Ofelia, Nelson FLORES, and Massimiliano SPOTTI (2017). « Language and society: A critical poststructuralist perspective. » In Ofelia García, Nelson Flores and Massimiliano Spotti (Eds.), *The Oxford Handbook of Language and Society*. Oxford: Oxford University Press, pp. 1-16.
- HELLER, Monica (2002). *Éléments d'une sociolinguistique critique*. Paris: Didier érudition.
- HELLER, Monica, and Bonnie MCELHINNY (2017). *Language, capitalism, colonialism. Toward a critical history*. Toronto: University of Toronto Press.
- HYMES, Dell (1973). « Speech and language: On the origins and foundations of inequality among speakers. » *Daedalus*, vol. 102, n° 3, pp. 59-85.
- IRVINE, Judith T., and Susan GAL (2000). « Language ideology and linguistic differentiation. » In Paul V. Kroskrity (Ed.), *Regimes of language: Ideologies, politics, and identities*. Santa Fe: School of American Research Press, pp. 35-84.
- LABOV, William (1972). *Sociolinguistic patterns*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press.
- LAFONT, Robert (1997). *Quarante ans de sociolinguistique à la périphérie*. Paris : L'Harmattan.
- LIPPI-GREEN, Rosina (1997). *English with an accent: Language, ideology and discrimination in the United States*. London: Routledge.
- PHILIPS, Susan (2005). « Language and social inequality. » In Alessandro Duranti (Ed.), *A companion to linguistic anthropology*. Oxford: Blackwell, pp. 474-495.
- ROSA, Jonathan, and Nelson FLORES (2017). « Unsettling race and language: Toward a raciolinguistic perspective. » *Language in Society*, vol. 46, n° 5, pp. 621-647.
- WOOLARD, Kathryn (1998). « Introduction: Language ideology as a field of inquiry. » In Bambi Schieffelin, Kathryn Woolard and Paul Kroskrity (Eds.), *Language ideologies: Practice and theory*. New York: Oxford University Press, pp. 3-47.

Correspondence

laurence.arrighi@umoncton.ca

emilie.urbain@carleton.ca